

e zu beachten

Zeitung: La Revue, Paris No.

Adresse:

Datum: 1. DEZ. 1968

La Presse turque

Rien ne ressemble moins au journalisme actuel en Turquie que le journalisme du même pays il y a cinquante ans. Il est plus difficile encore de déterminer les principaux stades de l'évolution de cette presse, car les journaux turcs ont toujours manqué de stabilité et d'esprit de suite. Leur existence n'a jamais cessé d'être précaire. Ils disparaissent et reparaissent avec une rapidité qui tient du prodige. Rares sont les publications qui ont pu atteindre, sous le même nom, une certaine maturité. Chaque jour il en tombe dans le néant une ou plusieurs qui, d'ailleurs, ressuscitent sans retard sous des titres nouveaux, espérant sans doute donner ainsi le change. Certaines feuilles, en louvoyant, ont pu exister pendant plusieurs dizaines d'années ; mais elles n'ont guère suivi un programme uniforme. Littéraires à l'origine, elles deviennent politiques ou tout simplement comiques. Leur sort est soumis au caprice ou au hasard des aptitudes des rédacteurs, embauchés, sans aucune sorte de discernement, par les directeurs et propriétaires, arméniens ou grecs, presque toujours sans aucune culture et incapables d'écrire une phrase correcte en langue turque. Ces rédacteurs, n'ayant aucune ligne de conduite indiquée d'avance, rédigent leur copie à leur guise, prennent leurs sujets où ils peuvent, développent telle ou telle doctrine, traitent gravement des choses badines, gaïement des choses sérieuses, sans autre contrôle que celui de la censure ; mais dès qu'ils ont réussi à donner à leur journal un caractère particulier, une attitude quelque peu définie, ils sont contraints d'aller offrir leurs services ailleurs, le directeur ne pouvant rétribuer leurs articles d'une manière satisfaisante ni surtout régulière. Aussi les journaux changent-ils constamment de style, de ton, d'esprit.

Si la presse actuelle a encore quelque chose de commun avec celle du passé, c'est ce défaut de viabilité, ce manque complet d'un développement harmonieux et normal. La presse turque d'autrefois se distinguait par une liberté de langage relativement très grande ; l'autre, au contraire, est caractérisée par l'absence

presque absolue de parti et d'opinion. La censure la plus sévère la régent, la terrorise et en exclut toute manifestation d'originalité ou d'indépendance.

Dans ces conditions, la presse turque n'a pu ni évoluer ni accroître son importance au cours des années. Elle n'est aujourd'hui ni plus puissante ni plus florissante qu'à l'origine. Le nombre des publications augmente ou diminue sans cause apparente. Remarquons aussi qu'il n'a jamais existé en Turquie de grands journaux, maîtres de l'opinion publique. Tous ont été voués jusqu'ici à une existence médiocre. La presse de Constantinople ou des autres villes turques ne constitue pas un pouvoir. Elle manque d'autorité ; elle n'a guère de voix. C'est, somme toute, une quantité négligeable.

I

Le premier en date des journaux turcs fut le *Tacvimi Vekâhî* (Journal des événements), organe officiel, fondé vers 1832 et resté sans rival d'aucune sorte pendant près de trente ans. Il ne joua aucun rôle actif et se borna à enregistrer les faits saillants qui se passaient en Turquie même, les firmans et décrets, etc.

Aux approches de 1861, quelques lettrés et savants turcs, soucieux du développement intellectuel du peuple, fondèrent le *Medjmuat-Founoun* (revue scientifique), où parurent des travaux de grande valeur littéraire et scientifique, signés des noms les plus célèbres. Ce périodique n'eut toutefois qu'une existence éphémère. D'autres revues scientifiques furent créées plus tard à son exemple.

Jusqu'en 1865, on ne vit en Turquie aucun journal politique ; mais à partir de cette date, toute une nuée de quotidiens tapageurs se disputent l'attention d'un public de lecteurs restreint. Le *Djeridei Havadis*, le *Itéhad*, le *Bassiret*, le *Sédacat*, virent le jour coup sur coup. Leur vogue ne fut cependant que de très courte durée. Après une période de prospérité, due presque entièrement à la surprise et à l'engouement, ils furent abandonnés par leurs acheteurs. Rapidement, la presse politique déclina, et il n'en pouvait être autrement, car le nombre de ceux qui savaient lire n'était pas du tout en rapport avec la multiplicité des journaux.

Bruyants et criards, ces journaux qui entraient soudain en scène, tels des clowns s'abattant brusquement sur l'arène du cirque, parvinrent à jouer un rôle dans les événements politiques et les affaires intérieures. Aucune restriction de la censure ne

venait encore les libres propos de la presse. Impunément, elle se mêlait de tout. Rien ne l'empêchait de s'attaquer aux plus hauts fonctionnaires soupçonnés de concussion ou de malversation. Le grand vizir lui-même n'était pas à l'abri de leurs critiques virulentes.

Plusieurs de ces journaux abusèrent même de leur franc-parler. La liberté pour eux devint une licence poussée à l'extrême. Le *Hayal*, par exemple, journal satirique très célèbre, périt victime de son audace. Il avait pris pour cible de ses sarcasmes le grand vizir Mahmoud Nédim Pacha ; aussi était-il lu avec avidité par des milliers d'abonnés. Son désir intempérant de tout blâmer et de tout tourner en ridicule lui faisait critiquer parfois les mesures les plus justes. Lorsque fut promulguée la Constitution (décembre 1876), toute la presse applaudit avec joie. Le *Hayal* seul trouva à redire. Un article de la Constitution déclarait que la presse était libre dans les limites de la loi. Une gravure parue dans le *Hayal* représentait la presse sous les traits d'un individu garrotté très solidement ; au bas de la gravure on lisait l'inscription suivante : « Libre dans les limites de la loi. » L'article commentant le dessin débordait de mordante raillerie, et flagellait ~~inquiet tous les auteurs de la réforme~~. Le journal ne fut pas suspendu immédiatement, comme on pourrait le croire. Le gouvernement lui intenta un procès. Le *Hayal* n'en continua pas moins à distribuer ses coups de boutoir. C'était abuser de la patience des autorités : le *Hayal* fut supprimé. Aujourd'hui, détenir un exemplaire de cet audacieux journal est considéré comme un délit. Les très rares collections qui existent encore sont enfouies avec beaucoup de soin dans les vieux coffres de famille.

L'exécution impitoyable du belliqueux *Hayal* n'intimida pas la presse qui continua à contrôler les faits et gestes du gouvernement, sans lui ménager la désapprobation et le blâme. Ses attaques frappaient souvent juste, et il n'était pas rare de voir ses réclamations écoutées en haut lieu. Il était redouté par les plus influents et les plus haut placés. Un exemple suffit pour le prouver :

Le gouverneur de Galata, faubourg de Constantinople, menait une vie honteuse et débauchée. Un journal, le *Terdjemani Hakikat* qui existe encore, entreprit de le ramener à une existence plus décente. Il commença la publication d'un roman-feuilleton dont le personnage principal était, à ne pas s'y méprendre, le

gouverneur de Galata. Ce haut fonctionnaire était peint de main de maître. Rien de ce qui avait souillé sa vie jusque-là n'était omis. Il devint l'objet de la risée publique et dut prendre la fuite pour échapper à l'opprobre dont le couvrait le malicieux feuilletoniste.

La presse n'a pas peu contribué à faire déclarer la guerre turco-russe. La veille du début des hostilités, elle tenait un langage très violent contre la Russie; elle réclamait la guerre à grands cris. Les comptes rendus des séances ministérielles étaient encadrés de commentaires très agressifs à l'endroit des Russes.

La liberté dont jouissait la presse était à tel point sans entraves qu'un journal osa prendre, sans ambages ni dissimulation aucune, le parti de la Russie. Tous ses confrères s'en montrèrent indignés, mais le téméraire n'en fut que plus encouragé, et sa popularité ne fit qu'augmenter.

II

La période qui va de 1870 à 1877 est l'âge d'or du journalisme turc. Quotidiens et périodiques pullulaient. La majeure partie étaient satiriques.

Un journal veut se plaindre au sujet des boues qui entravent la circulation de Constantinople. Voici comment il s'exprime :

D'après les informations prises aux meilleures sources, la compagnie des tramways a commandé en Europe des bateaux construits spécialement pour naviguer dans la boue. Ces bateaux feront le service de Ouen-Capan à Balat.

On vend :

Pour envelopper les souliers : la *Turquie*, 100 numéros, 20 paras (4 sous).

Pour les épiciers, le *Chark*, 50 numéros, 10 paras (2 sous).

Pour les quincailliers, le *Bassiret*, 100 numéros, 16 paras.

Pour faire des cerfs-volants aux petits, le *Rouznamé*, 150 numéros, 15 paras (3 sous).

Pour nettoyer les lampes, le *Phare du Bosphore*, 100 numéros, 10 paras (2 sous).

Pour lire, le *Hayal*, 100 numéros, 100 piastres.

C'est ainsi que le *Hayal* apprécie ses confrères, en se faisant de la réclame à lui-même.

Tous, du reste, employaient un langage badin et gouailleur. Les journalistes qui avaient le plus la faveur du public étaient ceux qui maniaient le mieux l'humour et la satire. Ahmed Midhat effendi, auteur de plus de cent volumes — ce qui est sans analogue

en Turquie, — cultivait le genre ironique avec maîtrise. Il publiait deux journaux charivaresques qui avaient le plus grand succès : le *Kirk Ambar* (le bavard, mot à mot : les quarante coffres), et le *Tugardjik* (sac de berger). Quoique disparu depuis longtemps, le *Kirk Ambar* est encore populaire. Son seul nom suffit pour provoquer l'hilarité des vieux Turcs qui ont connu cette spirituelle publication.

A côté de Ahmed Midhat effendi, il faut citer Cassap Todori, le plus célèbre éditeur de périodiques turcs, genre badin. Il créa plusieurs feuilles humoristiques telles que le *Caraghioz* (c'est le nom du Paillasse ou du Guignol ture), le *Hayal* (l'illusion), déjà cité, le *Diogène*, le *Tchingrakli Tatar* (le Coureur à sonnettes), le *Tchaylac*.

Ces journaux avaient une grande vogue. Aucun d'eux n'a pu vivre après l'établissement de la censure. Mais leurs noms sont plus familiers au public que ceux des journaux qui paraissent actuellement. On entend parler bien plus du *Hayal* ou du *Kirk Ambar* que de l'*Itihad* ou de l'*Istikbal*.

III

Les journalistes de la première période ne se souciaient pas de s'exprimer en beau langage. Ce qu'ils visaient se réduisait à bien peu : il leur suffisait de faire rire le lecteur. Ce n'est qu'à une époque relativement tardive que la science et la littérature eurent leur place dans le journalisme turc. Mahmoud Djelal Eddine, qui fut grand vizir par la suite et Backi-effendi, également très influent comme homme d'Etat, fondèrent le *Hazinei Evrak* (Archives littéraires), en remplacement de *Medjmouai Founoun*, périodique qui venait de disparaître après vingt années d'existence. Plusieurs autres périodiques furent alors créés en vue de cultiver les belles-lettres jusque-là négligées. Graduellement ces publications augmentèrent et devinrent plus nombreuses que les feuilles politiques. Des illustrations, plutôt médiocres, s'ajoutaient au texte de ces revues scientifiques et littéraires. Elles étaient, le plus souvent, des reproductions maladroites et ridicules.

Le contenu de ces publications était de qualité inférieure. Sauf quelques poésies et de vagues poèmes en prose, on n'y rencontrait que des traductions d'articles empruntés aux journaux français et plus rarement allemands. Seul le *Hazinei Evrak* donnait des travaux originaux de quelque valeur.

Ce qui paraît d'inédit dans les colonnes des publications littéraires est, en général, d'une monotonie énervante. Ce sont, pour

la plupart, des poésies érotiques avec des exagérations à la *persane*. Le pastiche (*naziré*) sévit. Les morceaux littéraires, dus à des plumes expertes en l'art d'écrire, sont immédiatement imités par les rimailleurs à l'affût. On pastiche à l'envi, on pastiche jusqu'à la satiété. Dix fois le même morceau revient avec des variantes insignifiantes et sous des signatures différentes. Il y eut aussi des tentatives de publications scolaires (*Tchoudjouklara Kraët* (Lectures pour les enfants), *Bagtché* (le Jardin), *Mekteb* (l'Ecole, etc.). Les rédacteurs ne savent pas se mettre à la portée des jeunes lecteurs ; ils publient des œuvres pleines d'emphase et de recherche, et qui ne sont accessibles qu'à une minorité de lettrés.

IV

De toute la légion de journaux qui existaient avant l'avènement du sultan actuel, deux seuls survivent. Tous les autres ont disparu, avec le régime politique qui en avait favorisé la création.

L'instruction est fort peu répandue en Turquie. La curiosité intellectuelle, le goût de la lecture n'ont que fort peu d'adeptes. Ceux qui ont été à l'école savent le français ou l'allemand et achètent de préférence des journaux étrangers, car les gazettes indigènes sont bâillonnées par la censure et ne peuvent renseigner le lecteur. La clientèle ordinaire des journaux turcs se recrute parmi les fonctionnaires. La population rurale musulmane est complètement illettrée et, dans les villes, les non-musulmans, plus nombreux que les conquérants, n'apprennent que rarement le turc. Chaque nationalité parle son idiome et lit ses journaux. Les lecteurs turcs, étant restreints, ne peuvent entretenir le journaliste qui voudrait vivre de sa plume. Les propriétaires des journaux équilibrent leur budget en réduisant à la portion congrue le salaire de leurs rédacteurs. Un écrivain de mérite rappelle à ce sujet un distique très significatif dans son laconisme : « Messieurs les rédacteurs réclament de l'argent, — Messieurs les actionnaires les regardent bouche bée. »

Le facétieux *Hayal* fait dialoguer ses deux personnages, *Caraghioz* et *Hadjivat*, qui rappellent Pasquin et Marforio de Rome. *Caraghioz* se lamente sur la rapide disparition des journaux :

— Hé ! hé ! ho ! que ce bas monde est inconstant ! Je suis désolé, *Hadjivat*. C'était un cerveau débordant de connaissances philosophiques et scientifiques. Oh ! quel malheur !

— Hier, tu as perdu tes yeux ; quelle calamité t'accable encore, ami *Caraghioz* ?

— Ah ! Une fleur du printemps vient de se faner. Ah !... Il a éincélé dans le ciel comme un astre de feu pour s'éclipser et s'éteindre aussitôt comme un vulgaire bolide. Il n'a point laissé de trace sur son passage. Ah !

— Auras-tu bientôt fini de pleurnicher ? Qui donc est mort ?

— Ah ! c'est le *Itéhad*, notre cher *Itéhad* ! Il vient de mettre fin à ses jours ; il se mourait de faim, comme l'*Istikbal*, mon pauvre ami *Hadjivat* !

— Quel dommage ! Tu as raison de t'affliger. Verse, verse des larmes comme des fontaines de Constantinople.

— L'*Itéhad* était une rose, et comme cette rose sur la mort de laquelle se désole le poète français, il n'a vécu que ce que vivent les roses. Nous n'entendrons plus ses tirades philosophiques, ni son ramage de rossignol, ni ses cris de corbeau ; que de science n'a-t-il pas répandue, que de têtes n'a-t-il pas rompues !

— Et il est mort de faim ! Et le gouvernement impérial insiste encore pour avoir le droit du timbre, *Caraghioz* ?

— Je crains pour toute la presse turque, *Hadjivat*. Le *Sédacat* était menacé.

— Mais c'en est fait du *Sédacat* ! Il incommodait tantôt celui-ci, tantôt celui-là.

— Hélas ! aucun journal ne subsistera !

V

Après la désastreuse guerre turco-russe, la censure fut instituée pour réfréner la licence trop tapageuse de la presse. Le gouvernement rejetait une grande partie de la responsabilité de cette guerre sur les journaux qui avaient soulevé l'opinion par leurs attaques haineuses dirigées contre l'empire des Tsars. Tous les jours, de nouvelles mesures restreignaient la liberté d'écrire. A chaque essai d'émancipation, tenté par *Midhat Pachat* ou *Mourad*, des iradés partent du *Bab-Ali* (Sublime-Porte), qui paralysent de plus en plus toutes les initiatives. Aussi, la décadence de la presse va s'accroissant. Le nombre des journaux diminue. Peu d'entre eux peuvent se vanter de tirer à plus de mille exemplaires. La plupart n'impriment que de 250 à 800 numéros.

La verve des gazetiers est tarie. Une prose conventionnelle, traînante et prétentieuse, lui a succédé. Les feuilles qui vivent encore sont lamentablement anémiques. Elles ne peuvent s'occuper ni de politique intérieure, ni de politique extérieure ; elles ne doivent jamais parler de l'administration, ni se plaindre des tracasseries ou de la friponnerie des fonctionnaires. Leur rôle

se borne à enregistrer les événements de l'extérieur et les nouvelles de l'intérieur, communiquées le plus souvent par la police et le bureau de la presse. On y apprend que Sa Majesté a fait tel don à l'occasion de telle infortune publique, que l'ambassadeur X... ou Y... a été reçu en audience. Une grande partie des colonnes est occupée par le texte des nouveaux édits et arrêtés ministériels. L'article le mieux accueilli par les budgétivores est celui qui leur annonce qu'à l'occasion de quelque Bairam ou du Ramadan, un mois de leur traitement leur sera versé. Les informations de l'étranger sont fournies par les télégrammes préalablement émondés et tripatouillés grâce aux soins vigilants du censeur qui soupçonne toujours anguille sous roche, qui voit des allusions aux faits et gestes du souverain ou aux événements politiques dans les mots les plus inoffensifs. Comme articles sur la politique, le rédacteur (!) ne peut que choisir dans les colonnes de la *Neue Freie Presse* ou dans quelque autre quotidien français, anglais ou allemand. La source doit être indiquée. Le plus souvent, le même article est reproduit simultanément par tous les journaux.

Ce ne sont pas seulement les faits qui éveillent la méfiance de la revêche censure. Les mots, eux aussi, la font frémir et la précipitent sur ses ciseaux qui mutilent et lacèrent inexorablement. Les mots se divisent en deux camps : les conservateurs et les révolutionnaires. Ces derniers sont proscrits avec rigueur. Une liste est dressée par le soin de scribes du bureau de la presse, et tous les jours cette liste s'enrichit de quelque nouveau vocable qui tourne mal. *Constitution, révolution, liberté, tyrannie, autocrate, fraternité, égalité, patrie, jeunesse, dynamite, anarchiste, prince héritier, vénalité, Bosnie-Herzégovine, Crête, Macédoine, Kémal, Midhat*, etc., etc., sont tous des *out-laws*, pourchassés sans miséricorde. Les uns rappellent un régime évanoui auquel il n'est plus permis d'aspirer, les autres font penser aux événements du jour que le public doit ignorer. On ne doit point citer le nom de Mourad ; ce serait faire allusion au détronement du malheureux prédécesseur du souverain actuel. La cigale, la gaie cigale, appelée « insecte d'août », ne peut faire entendre son chant dans l'empire. Elle est bannie du territoire turc, parce que le souverain actuel est monté sur le trône dans le mois d'août. L'assassinat d'un chef d'Etat ou d'un haut personnage politique est annoncé sous le titre de *mort subite*. La personne de toutes les têtes couronnées est sacrée. On ne doit parler ni de leurs défauts ni de leurs qualités. A la suite de scandales romanesques qui ont eu lieu au Palais, la censure a interdit dans la presse la publication

des romans, des pièces de théâtre, et, en général, de toute œuvre littéraire qui a trait à l'amour.

Le moindre écart, l'infraction la plus anodine vaut au journal les rigueurs de la censure. Les suspensions, interdictions, suppressions, pleuvent. Un mois d'interdiction au journal où l'on relève une coquille prêtant au calembour ; quinze jours à celui qui a omis de qualifier le Sultan de khalife. Accablée sous le poids de restrictions et de prohibitions sans nombre, la presse est dépourvue aujourd'hui de toute autorité. Quelques journaux ne peuvent vivre que grâce aux subventions du gouvernement. Du reste, subventionnés ou non, tous les journaux doivent encenser le gouvernement impérial. Tout un argot laudatif s'est constitué, fixé et figé, qui dispense de toute recherche le rédacteur relatant les actes du souverain. Trois ou quatre lignes d'hyperboliques louanges escortent le nom du Sultan. Voici comment un journal turc annonce tous les vendredis que Sa Majesté est allée prier à la Mosquée Hamidié :

Sa Majesté, notre maître glorieux, le monarque, qui prodigue ses libéralités, le bienfaiteur désintéressé, le Vicaire du prophète de Dieu, le roi de toute la surface sublunaire, le commandant des croyants, vainqueur sans exemple, le premier de tous les conquérants, celui qui donne honneur et gloire au trône majestueux de la Turquie, a fait ses actes de dévotion augustes dans la mosquée qui répand la lumière et qui est l'une des plus grandes œuvres prodiguées par Elle. Sa Majesté notre maître, source de toutes les vertus, égide de toutes les infortunes, cause du bonheur des nations, ombre du Dieu puissant sur la terre, arriva dans son carrosse qu'il remplissait d'honneur et de gloire, à la mosquée d'où surgit une lumière ineffable. Après avoir accompli les actes de piété qui gratifient l'univers de la bénédiction divine et de la prospérité, remontant dans son carrosse qui, de ce fait, acquiert la valeur d'un monde, il revint dans tout son prestige au sublime palais du Yildiz. Des soldats, portant une bannière glorieuse, s'alignaient splendidement à l'aller comme au retour. Sur le passage du souverain bienheureux, le plus sacré et le plus puissant du monde, des milliers de sujets fidèles venaient admirer la face où l'on relève les signes du sublime et élevaient unanimement vers Dieu, soutien du monde, l'obligatoire *Padi-chahimis tchok yacha!* (Longue vie à notre padichah.)

VI

Un journal avait su échapper à la platitude et à l'insignifiance générale : c'était le *Servet Founoun*. Les hommes de lettres les plus intègres et du plus grand talent, tels que Tevzk Fikret, Nadir fils, Quiémal bey, tenaient à honneur d'y collaborer.

Une administration éclairée avait su grouper autour de cette publication les meilleurs écrivains de la Turquie ; les rubriques scientifiques étaient confiées à des spécialistes. Halid Zia, le plus grand romancier turc de notre époque, fournissait le roman dont les feuilletons étaient attendus avec impatience par les lecteurs. La collaboration était rétribuée d'une manière relativement honorable. Les bons articles étaient payés jusqu'à une livre turque (23 fr. 50). Le *Servet Founoun* était un vulgarisateur actif et efficace des idées de progrès ; son bureau de rédaction constituait un véritable arcéopage dont les sentences littéraires étaient reçues par le public avec beaucoup de déférence.

Mais l'ascendant légitime qu'il avait su prendre sur le monde des lettrés et des intellectuels porta ombrage au directeur du *Maaloumat*, Tahir bey, ce prince tyran de la presse métropolitaine turque. Il manigança si bien à la cour où il jouissait d'un prestige considérable, qu'il obtint la déchéance de son imposant rival. Ordre fut donné aux écrivains de quelque envergure de déposer leurs plumes, de s'abstenir surtout de toute accointance avec le *Servet Founoun* qui, dès lors, dépérit, et avec lui disparut la littérature turque.

Ce journal continue de paraître, mais il ne se distingue plus de ses confrères ; il donne en pâture à ses abonnés les mêmes informations de source officielle, les mêmes traductions banales et sans sel aucun. On y voit parfois d'interminables études sur des questions spéciales qui rebutent le mieux intentionné des lecteurs.

Après la chute de son adversaire, le *Maaloumat*, tout triomphant, entreprit d'accaparer par l'injustice et la violence toute la puissance qu'il est donné à un journal d'acquérir en Orient. Il y parvint avec la plus grande facilité.

Tahir bey était un simple Albanais. Dans son pays d'origine, il était aux prises avec la misère et, pour y échapper, il était venu s'établir à Constantinople où tous les individus entreprenants et hardis peuvent aisément faire fortune. Il était cependant dépourvu de toute capacité spéciale et ne se connaissait aucune sorte de talent. Longtemps il mangea de la vache enragée, il gagnait misérablement sa vie grâce à un emploi subalterne qu'il avait trouvé dans une compagnie de théâtre. Mais il était insinuant et astucieux. Il parvint à se faufiler auprès de quelques intrigants du Sérail dont l'appui lui permit de fonder le *Maaloumat*. Son influence à la cour se dessina et bientôt s'affermir à telles enseignes qu'il n'hésitait pas à se munir de lettres de recommandation du grand vizir et des ministres pour imposer l'abonnement de son journal à

toutes les personnalités marquantes de l'empire. En fort peu de temps, il supplanta tous ses confrères. Le *Maaloumat* ne suffit plus à l'ambition de Tahir bey. Le *Servet*, édition turque et édition française, le *Maaloumat* hebdomadaire, le *Maaloumat*, édition arabe, l'*Irtica*, le *Fenu Edeb*, publications littéraires illustrées, se suivirent à de courts intervalles. Malheur à celui qui osait refuser un abonnement ! Tahir bey exerçait le chantage sur une vaste échelle. Il n'y avait point de bornes à son audace. Tout le monde redoutait sa rancune. Tout en menant une vie de gaspillage et de débauche, il amassa en quelques années une fortune colossale. Grisé par sa puissance et croyant assurée l'impunité de tous ses actes, il se laissa prendre dans un piège, qui causa sa perte. Secondé par quelques hauts fonctionnaires de la Sublime Porte, il se mit à fabriquer des médailles et décorations qu'il conféra au nom du Sultan, moyennant finances, à tous ceux qui lui en faisaient la demande. Mais le pot-aux-roses fut découvert. Un beau jour le Sultan eut connaissance de ce honteux trafic qui se faisait à la porte de son palais. Tahir bey fut arrêté sur-le-champ et traduit en cour d'assises. Le jour de l'audience, le tribunal était archicomble. Quand le président prononça l'arrêt qui condamnait l'exécrable maître chanteur à quinze ans d'exil et à la confiscation de tous ses biens, un immense cri de soulagement sortit des poitrines des auditeurs. La traditionnelle acclamation de *Padichahimis tchok yachâ !* fit retentir la salle. C'était une délivrance !

Tous les journaux de Tahir bey ont cessé de paraître.

VII

Actuellement, il n'y a à Constantinople que quatre quotidiens, dont l'*Ikdam*, le plus important et le plus écouté, ne tire pas à plus de 10 000 exemplaires. L'*Asr*, bi-hebdomadaire de Salonique, alimente la curiosité des lecteurs turcs de Roumélie, de Bosnie, etc. ; il a un tirage de 4 000 exemplaires. A Smyrne paraissent trois journaux d'importance secondaire. Les autres vilayets du *▲* Padichah n'ont pas encore de presse locale, si l'on excepte toutefois les rares feuilles officielles.

Quelques maigres revues publiées dans la capitale et deux feuilles scolaires hebdomadaires complètent la liste des journaux en langue turque paraissant actuellement. Les quotidiens se vendent généralement 10 paras (un sou environ).

La presse officielle est absolument sans valeur aucune. Elle trouve des abonnés dans le monde des fonctionnaires. On y publie

les nouvelles lois, la liste des faveurs que dispense le souverain, les arrêts et jugements des tribunaux, les annonces d'adjudication et de confiscation et les informations qui ont trait aux travaux publics, crimes et délits, incendies, etc.

Les Jeunes Turcs qui ne peuvent s'accommoder du régime de censure qui s'est implanté dans leur patrie sont allés fonder des journaux à Paris ou en Suisse. Le plus célèbre de ces organes révolutionnaires, le *Mechvêret*, est servi gratuitement à tous les personnages en vue de l'empire qui s'empressent de le brûler en le recevant. Trois ou quatre feuilles révolutionnaires, dont l'introduction en Turquie est interdite avec la plus grande rigueur, se publient en Bulgarie. Les périodiques égyptotes de langue turque sont créés pour la défense des intérêts de l'Islam. Ils s'occupent rarement des affaires turques. Le plus important est le *Chark*. De caractère littéraire et scientifique, il est absolument indépendant et présente plus d'intérêt que le *Servet Founoun* de Constantinople.

VIII

La presse turque est aujourd'hui dans un marasme pénible. Il y a une trentaine d'années, cinquante journaux divers sollicitaient le lecteur. Il n'en paraît pas plus d'une vingtaine en 1905. Avant l'établissement de la censure, les journaux présentaient une grande variété ; s'occupant de tous les événements du jour, ils étaient vivants et intéressants. Actuellement, tous sont uniformément politiques ; les informations qu'ils publient sont identiques dans le fond et la forme ; on pense avec raison qu'elles leur sont dictées par la censure. Ils ne jouent aucun rôle dans les affaires d'un pays où il n'existe pas d'opinion publique. Les journalistes de mérite ont dû briser leur plume ou prendre le bâton de l'exil. Le soin d'alimenter les colonnes des journaux est confié aux *Kiatibs* (scribes, fonctionnaires), du Konak et du Bab-Ali qui se trouvent à la source même des informations officielles.

Le journalisme ne peut se développer que sous un régime de légalité et de liberté. Il ne pourra retrouver en Turquie son ancienne prospérité que lorsque ce pays s'ouvrira définitivement aux idées de progrès et de civilisation, lorsque, à l'arbitraire qui règne dans l'administration, se sera substituée une législation sérieuse et plus conforme aux besoins de la vie moderne.

Zentralstelle des
Hamburgischen Kolonialinstituts.

Signatur:

Datum:

A 43 n 36

2. Okt. 1913

Aegyptische Nachrichten (Kairo)

Nr. 223 vom 2. Okt. 1913

Beachtungswert ✓

5 ✓

Von der Osmanischen Presse. In Konstantinopel untersagte man das Erscheinen des Mukatabas von Damaskus und aviserte den Herausgeber dieses Blattes, dass er aus politischen Gründen verfolgt würde. In gutunterrichteten türkischen Kreisen verlautet, dass Hussein Djavid Bey auf Bitten seiner politischen Freunde beschlossen habe, seine Zeitung (den Tanin) wieder herauszugeben.

Neue Freie Presse (Wien)

Nr *18041* vom *14. Nov.* 191*4*

**Eine türkische Proklamation an die Bevölkerung
des Kaukasus**

Wien, 13. November.

Die „Korrespondenz Rundschau“ meldet aus Konstantinopel: Bevor die ottomanischen Truppen die kaukasische Grenze überschritten, richteten sie eine Proklamation an die Bevölkerung des Kaukasus, in der ausgeführt wird, daß die Türkei dem von Rußland geknechteten Kaukasus Erlösung und Freiheit bringe, weshalb die Einwohner nicht zögern mögen, sich der Türkei anzuschließen und die siegreich vordringende ottomanische Armee in jeder Weise zu unterstützen.

Deutsche Kultur in der Welt (Leipzig)

Nr 3

vom

Dez. 1916

Ein Jubiläum der türkischen Presse.

Drei Menschenalter sind in diesem Jahre verflossen, seit im Machtgebiet der Osmanensultane die erste wirkliche politische Zeitung erscheinen durfte. Merkwürdiges genug weiß die türkische Zeitungs-

chronik zu berichten. Die erste Schwierigkeit war, die „schwarze Kunst“ unter dem Halbmond einzubürgern, was über 200 Jahre gedauert hat. Erst der großzügige Wesir des dreiundzwanzigsten Sultans, Achmed III., Ibrahim Pascha, war es, der den Großherren zur Gründung der ersten Bibliothek veranlaßte und den Hattischerif vom 15. Zilkade 1139 (November 1722) erlangte, durch den die ersten türkischen Drucker Ibrahim und Seid zur Eröffnung einer Buchdruckerei in Konstantinopel ermächtigt wurden. Die Anfänge des türkischen Zeitungswesens fallen in die Zeit der Regierung Mahmuds II., des Vernichters der Janitscharen und des „Reformer“, der Moltke berief. Schon 1795, unter Selim III., hat der außerordentliche Gesandte der französischen Republik, Dantons alter Freund Berninac, einige Monate lang eine „Botschaftszeitung“ in französischer Sprache herausgegeben, und sogar während des russischen Feldzuges 1812 beeilte sich die in allen Sätteln gerechte napoleonische Gesandtschaft, die neuesten Tagesberichte im Auszuge auf Extrablättern drucken und verbreiten zu lassen. Aber erst Alexander Blacque-Ben, ein weitgereister Kenner des Morgenlandes, brachte im Frühjahr 1825 die erste richtige politische Zeitung heraus, die als „Spectateur de l'Orient“ in Smyrna in französischer Sprache erschien und mehrmals ihren Titel wechselte. Derselbe Franzose war sechs Jahre später von Mah-

mud II. mit der Herausgabe des „Türkischen Reichs- und Staatsanzeigers“ in Konstantinopel betraut, der als „Moniteur Ottoman“ und vor allem in der heimatssprachlichen Ausgabe als „Takoimi Bekasi“ bis auf den heutigen Tag eine bedeutende politische Rolle spielt. Unter Abdul Medschids Regierung, 1839–61, betrug die Zahl der im türkischen Reich erscheinenden Zeitungen bereits 33, von denen manche von der Regierung eine „Unterstützung“ in sehr bedeutender Höhe erhielten – eine offizielle Bestechung, die schon Mahmud II. eingeführt hatte, der an einzelne Blätter Jahres-subventionen von je 30 000 Piaßtern verschwendete. Natürlich ging damit eine streng durchgeführte Zensur Hand in Hand, die in einer Verordnung von 1857 und in dem Preßgesetz des Sultans Abdul Asiz, das von 1865–1909 in Kraft war, ihre gesetzliche Grundlage fand. Das strenge Walten des türkischen Zensors ist bekannt; manches Ernste und Heitere wird davon erzählt. So durften unter Abdul Hamid die Namen von Racine, Shakespeare, der wegen des „Hamlet“ verdächtig war, Rousseau und Victor Hugo, die auch auf dem „Index verbotener Bücher“ standen, nicht genannt werden. Die Vermittlung zwischen Regierung und Zeitungen übernahm ein „Preßbureau“, dem der Sultan selbst oft persönlich seine Weisungen zugehen ließ.

Die Allmacht der französischen Sprache auch im Zeitungswesen wird das gegenwärtige Waffenbrüderschaft- und Freundesverhältnis zwischen Deutschland und der Türkei ohne Zweifel zu brechen im Stande sein. Nach dem Kriege dürfte sich dem deutschen Schriftsteller und dem deutschen Verleger in Konstantinopel und in den wichtigsten Städten des Reiches (Smyrna, Aleppo, Jerusalem, Bagdad) manche wichtige Aufgabe nach dieser Richtung hin eröffnen. Eine Statistik und Liste der in der Türkei in türkischer, arabischer, armenischer und nichtorientalischen Sprachen erscheinenden Zeitungen und Zeitschriften, an deren Bearbeitung mit offizieller Hilfe herangetreten werden sollte, wäre ein äußerst wertvolles und lehrreiches Kulturdokument. B.

Signatur:

A 43 n 36

Datum:

22. Jan. 1914

Korrespondenzblatt der Nachrichtenstelle für den Orient (Berlin)

Nr.

8

vom

22. Jan.

1914

Literarische Notizen.

Der auch in Deutschland wohlbekannte Schriftsteller Dr. Ahmed Emin, ein ehemaliger Schüler der deutschen Oberrealschule in Konstantinopel, der in New York ernste Studien unter dem bekannten amerikanischen Soziologen Giddings getrieben hat, übernimmt die Chefredaktion der Zeitung *Sabah*. Diese Zeitung, die in den letzten Jahren ihr früher großes Ansehen eingebüßt hatte, weil sie, politisch farblos, auf auch anderen Gebieten keine bedeutenderen Mitteilungen brachte, wird zweifellos eine neue Belebung erfahren. Dr. Ahmed Emin, der übrigens dieser Tage als Vertreter von Mossul ins Parlament gewählt worden ist, plant, das Blatt zu einem Organ für soziale und kulturelle Fragen und Reformen auszugestalten.

Nach einer Mitteilung aus Bagdad wird dort demnächst eine neue türkisch-arabische Zeitung unter dem Titel *Trak* erscheinen. Den türkischen Teil wird der stellvertretende Wali Ali Suad Bey übernehmen, während den arabischen Teil der Mullah Scheich Daud-Zadeh Seid Ahmed redigieren wird.

Berliner Tageblatt

Nr. *298* vom *14. Juni* 191*2*

Der türkische Pressedirektor in Berlin.

(Von unserem Berichterstatter.)

— Konstantinopel, 8. Juni.

Der Leiter des Presseamts der Hohen Pforte, Hikmet Rasim Bei, „Direktor der gesamten Presse“, wie sein amtlicher Titel lautet, wird Donnerstagabend als Gast der deutschen Regierung zu achttägigem Aufenthalt in Berlin eintreffen. Der Direktor der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes wird seinem türkischen Kollegen dort zeigen, wie der neue deutsche Pressedienst arbeitet. Hikmet Bei wird auch den Dienst des Kriegspresseamts kennen lernen. Auf der Rückreise wird er einige Tage als Gast des österreichischen Kriegspresseamts in Wien verbringen.

Hikmet Bei wurde vor vierzig Jahren in Konstantinopel geboren. Sein Vater, Rasim Pascha, war der Reihe nach Generalgouverneur von Diarbekir, Aleppo, Aonia und lebt jetzt zurückgezogen in der Hauptstadt. Er schickte seinen Sohn bis zum zehnten Lebensjahre in eine türkische Volksschule und ließ ihn dann drei Jahre lang bei den Franziskanern in Aleppo unterrichten. Der junge Hikmet besuchte eine Zeitlang die mittlerweile eingegangene arabische Schule in Istanbul und trat endlich in das Galata-Serai-Hyzeum in Pera ein, das er mit dem Reifezeugnis verließ.

Nach nur einjähriger Tätigkeit im Bureau der Zivilabteilung des Staatsrats, dessen Präsident damals Rûd Said Pascha war, wurde Hikmet Bei zum Direktor der politischen Angelegenheiten des Wilajets Saloniki unter dem Wali Hassan Fehmi Pascha ernannt. Er verbrachte dort mehr als fünf Jahre und lernte in dieser Frist einige der jungtürkischen Führer näher kennen, besonders Dschemal Pascha, der damals als Generalstabshauptmann in Saloniki stand, und den Chefbuchhalter der Unterrichtsdirektion Midhat Schâkri Bei.

Hikmets Beamtenlaufbahn wurde unerwartet unterbrochen durch den bekannten Bombenanschlag gegen Sultan Abdul Hamid. Die Spione des Jildis hatten behauptet, Hikmet Bei sei mit dem belgischen Anarchisten, der den Anschlag leitete, nahe befreundet gewesen. In Wirklichkeit hatte er den Mann nie gesehen und mit dem Attentat überhaupt nichts zu tun gehabt. Trotzdem wurde er verhaftet, sechs Tage im Untersuchungsgefängnis behalten und mehrere Wochen zu Hause von der Polizei überwacht. Schließlich stellte das Gericht seine Unschuld fest. Es gelang ihm jedoch nicht, sein Amt wiederzuerhalten. Er ging deshalb nach Aleppo zu seinem Vater und beschäftigte sich dort dreieinhalb Jahre lang mit Landwirtschaft.

Im Sommer 1907 wurde Hikmet Bei in das „Referendariat“ der Hohen Pforte berufen, das später aufgelöst worden ist. Als ein Jahr darauf die Verfassung wieder eingeführt wurde, weilte er zu Besuch bei seinem Vater in Aleppo. Er gründete dort die türkisch-arabische Zeitung „Seda-i-Schehba“ (Echo von Aleppo), die erste Provinz-Tageszeitung nach der Revolution.

Seitdem ist Hikmet Bei, von einer kurzen Rückkehr zur Landwirtschaft abgesehen, der Presse treu geblieben. Die Leitung des von ihm gegründeten Blattes überließ er allerdings nach einer Reihe von Monaten anderen, um selbst nach Istanbul zurückzukehren. Seine weitere Beamtenlaufbahn entwickelte sich jedoch innerhalb der Pressedirektion, in die er als französischer Uebersetzer des Bureaus der ausländischen Presse eingetreten ist. Nach Vereinigung der Abteilungen für ausländische und innere Presse zu einer Generaldirektion wurde Hikmet Bei dem Generaldirektor Reuf Bei beigeordnet und nach dessen Ernennung zum Votschaftsrat in Paris 1913 mit der Leitung der Generaldirektion betraut. Nach einer weiteren Umformung des Presseamtes erfolgte 1914 seine Ernennung zum „Direktor der gesamten Presse“.

Die Gattin des türkischen Pressedirektors, Frau Dschelile Hikmet Bei, hat sich durch künstlerische Begabung einen Namen gemacht. Sie ist eine talentvolle Malerin und hat sich in französisch geschriebenen Plaudereien mit Erfolg als Schriftstellerin versucht. Frau Hikmet Bei ist eine Tochter des Generals außer Dienst Enver Pascha, der, wenn ich nicht irre, polnischer Abstammung ist und nicht mit dem Kriegsminister verwechselt werden darf. Herr und Frau Hikmet Bei bilden mit ihren netten Kindern, dem Seelabetten Rasim und der kleinen Samieh, eine der zahllosen Beispiele für die immer noch nicht genügend beachtete Wahrheit, daß eine moderne türkische Familie sich von einer „europäischen“ Familie in keiner Weise unterscheidet.

Daß der Leiter des türkischen Presseamts es nicht immer leicht hat, bedarf kaum besonderer Betonung. Schon die Sprachenfrage schafft unerhörte Schwierigkeiten, da allein bei der inländischen Presse zehn Sprachen — Türkisch, Arabisch, Kurdisch, Persisch, Griechisch, Armenisch, Hebräisch, Spanisch, Deutsch, Französisch — vertreten sind. Dazu kommt die Jugend der osmanischen Presse, die noch in voller Entwicklung begriffen ist und daher bis jetzt nicht die feste Stellung erlangen konnte, die von der Presse anderer Länder behauptet wird. Hikmet Bei ist stets bemüht, alle Schwierigkeiten auszugleichen und der Presse die gebührende Achtung zu verschaffen. Wir fremden Berichterstatter sind ihm für stets liebenswürdiges Entgegenkommen dankbar.

Dem Besuch des türkischen Pressedirektors in Berlin wird in nächster Zeit eine **Gastreise türkischer Chefredakteure nach Deutschland** folgen. Es ist sehr erfreulich, daß nach Offizieren und Beamten nunmehr auch die führenden Vertreter der türkischen Presse Gelegenheit erhalten, mit den deutschen Pressereisen in persönliche Fühlung zu treten. Der Reise Hikmet Beis verleiht dieses Zusammentreffen besondere Bedeutung. Als „Quartiermacher“ einer Abordnung türkischer Journalisten wird der Pressedirektor in Berlin doppelt willkommen sein.

Kölnische Zeitung

Nr. 888 vom 16 September 1917

I. Die Entwicklung der türkischen Presse. Die Presse, die führende Persönlichkeit der modernen türkischen Presse vor kurzem durch Deutschland unternahm, hat unser Interesse für das türkische Zeitungswesen mehr als bisher herdoorgetreten lassen, so daß eine Mitteilung der wichtigsten Entwicklungsabschnitte der türkischen Presse willkommen erscheint, wie sie soeben in der Islamischen Welt veröffentlicht wird. Seit Kriegsbeginn unterliegen die türkischen Tageszeitungen und Zeitschriften dem Direktor des Presseamts bei der Hohen Pforte, Hikmet Bei, der jüngst besonders in Berlin unsere Presse-Einrichtungen zum Gegenstand eingehender Studien machte. Der außerordentlichen Tätigkeit Hikmet Beis verdankt die heutige Türkei den Besitz der Telegraphen-Agentur Milli, die gewissermaßen das Gegenstück zu unserem Wolffsbureau darstellt. Hikmet Bei hat aus der früheren, auf die Entente gestützten Agence Ottomane erst ein nationales Unternehmen geschaffen. Dieser Schritt war um so bemerkenswerter, als die türkische Presse erst seit wenigen Jahren wirklich modern genannt werden kann, da sie bis zur Revolution einen schweren Leidensweg durchmachen mußte. Ihre eigentliche Entstehung begann im Grunde erst mit dem Jahre 1909. Schon der Umstand, daß in der Türkei die Buchdruckerkunst viel später als im Westen bekannt wurde, führte dazu, daß die Geschichte des türkischen Zeitungswesens bedeutend jünger als die des westlichen ist. Erst während der Regierungszeit des 1703 auf den Kalifenthron gekommenen Sultans Achmed III. wurde der Buchdruck in Istanbul eingeführt; die ersten Druckwerke gelangten dort 1780 zur Herausgabe. Aber von jener Zeit bis zur Gründung der ersten türkischen Zeitung vergingen noch immer fast 100 Jahre. Als der Begründer des türkischen Zeitungswesens ist Sultan Mahmud II. zu betrachten, der sich nach französischen Vorbildern richtete, wie ja schon Selim III. im Jahre 1795 den französischen Gefandten eine Art französische Zeitung herausgeben ließ. Sultan Mahmud übertrug dem Franzosen Alexandre Blaque, der von 1825 bis 1828 den Courier de Smyrne herausgab, die Leitung des 1831 erstmalig erschienenen Moniteur Ottoman, der im folgenden Jahre durch eine türkische Ausgabe unter dem Titel Takvim-i vefai, d. h. Tafel der Ereignisse, verbessert wurde. Dieses Blatt ist bis auf die Gegenwart das türkische Amtsblatt geblieben und beschränkt sich lediglich auf die Wiedergabe der amtlichen Bekanntmachungen. Zur Zeit Blagues scheint aber die Politik des Moniteur den „Freunden“ der Türkei nicht gefallen zu haben, denn Blaque starb auf unauferlegte Weise im Jahre 1836 auf Malta, und damals beschuldigten die Engländer die Russen der gewaltsamen Beseitigung dieses Zeitungsmannes, während die Russen wiederum denselben Vorwurf gegen die Engländer erhoben. Bis 1851 stieg die Zahl der Konstantinopler Blätter auf 13, und zwar erschienen sie in türkischer, französischer, italienischer, griechischer, armenischer und bulgarischer Sprache. 1866 hatte sich die Zahl der Blätter auf 36 erhöht, die Zeit von 1866 bis 1876 war dann eine der bedeutendsten für die Entwicklung der türkischen Presse. Der Thronfolger Murad, in den die türkische Jugend all ihre Hoffnungen setzte, suchte durch die Presse die jungen Geister nach Möglichkeit zu fördern, und während damals die Tagesereignisse immer mehr in den Hintergrund traten, begann die Presse sich zum ersten Male eingehend mit der Politik und der Zukunft des Landes zu beschäftigen. Aber Murad regierte nach der Ablegung Abd ul Asis nur drei Monate, und Abd ul Hamid II. unterdrückte die Presse auf jede nur mögliche Weise. Bei seinem Regierungsantritt gab es in Konstantinopel nicht weniger als 47 Blätter, und zwar 13 in türkischer Sprache, 1 arabisch, 9 griechisch, 9 armenisch, 3 bulgarisch, 2 hebräisch, 7 französisch, 1 deutsch und 1 persisch. Unter Abd ul Hamid wurde aber die Zahl der Blätter schnell wieder verringert. Durch den Artikel 76 der Verfassung erkannte Abd ul Hamid zwar im Grundlag die Pressefreiheit an, doch beschränkte er sie so, daß diese Anerkennung gleichbedeutend mit Abkennung war, wann immer es ihm beliebte. Die Presse arbeitete fortwährend unter Verfolgungen schlimmster Art, sogar das Amtsblatt wurde zeitweilig verboten, und die nichtamtlichen Journalisten mußten in die Verbannung gehen. Bezeichnend für jenes System wurden die neun Artikel, in denen die Aufgaben der Presse festgelegt wurden: „Nachrichten über die kostbare Gesundheit des Herrschers, den Stand der Ernte, die Fortschritte von Handel und Industrie sind zu bevorzugen; Feuilletons, die nicht von Sr. Exzellenz, dem Herrn Unterrichtsminister, auf ihre Eitellichkeit hin geprüft wurden, sind verboten; die Veröffentlichung längerer Artikel in Fortsetzungen ist zu unterlassen; mehrere Punkte hinter einem Satz sowie weisse breite Zwischenräume sind zu vermeiden, da Derartiges zu falschen Annahmen führen könnte.“ In den weiteren Artikeln waren auch alle Bittgebilde, historischen Namen, geographischen Bezeichnungen usw. unterlag. Abd ul Hamid ging sogar so weit, in Verordnungen gewisse chemische Formeln zu unterdrücken. So war die Formel A H - O verboten, weil sie bedeuten konnte: „Abd ul Hamid ist tot.“ Noch vielen fürchterlichen Unterdrückungen wurde die türkische Presse erst 1909 wirklich frei. Ihre Fortschritte, die auch in Deutschland schon ziemlich bekannt sind, müssen um so höher bemerkt werden, als die eigentliche moderne Entwicklungszeit bisher bloß acht Jahre umfaßt.

Der Neue Orient (Berlin)

Nr.

vom

191

Aus Zeitschriften und Zeitungen.

Edebîjât-i 'umûmîye medschmû'asy.

Konstantinopel, 1917/1918.

Eine 1335/1917 begründete neue „allgemein-literarische Zeitschrift“, die wöchentlich erscheint und politische, literarische und wissenschaftliche Artikel und Abhandlungen bringt. Die äußere Ausstattung ist etwas dürftig, doch mag das an den Zeitverhältnissen liegen. Leider ist auch der literarische Wert der Zeitschrift nicht sehr hoch anzuschlagen; für den europäischen Leser, bietet sie, wenigstens in den vorliegenden Nummern, nicht viel des Interessanten, und der gebildete Türke kann die darin behandelten wissenschaftlichen Fragen viel besser in einem Werk europäischer Zunge nachlesen.

Was zunächst den politisch-wissenschaftlichen Inhalt betrifft, so bringt Dschelâl Nûri einen die drei Hefte 8—10 durchlaufenden Artikel „Übersicht der Meinungen“, der sich in Abschnitte wie „unsere geistige Krise“, „unsere soziale Krise“, „Fanatismus“, „Daj Nippon“ (Groß-Japan) gliedert. Der Verfasser zeigt dabei wohl, daß er viel gelesen und aus europäischen Werken geschöpft hat, aber eine angenehme Lektüre bildet diese, auch sprachlich ziemlich schwülstige Abhandlung nicht. Er handelt u. a. von dem Zurückbleiben der Türkei, stellt dem den großen, vor allem äußerlichen technischen Fortschritt Japans gegenüber, zeigt, daß er die Werke des französischen Soziologen Le Bon, der auch sonst in der Türkei anscheinend gern gelesen wird, kennt; bespricht des weiten und breiten E. W. Clements, „A Handbook of Modern Japan“ und streift dann die amerikanisch-japanischen Gegensätze. Der Verfasser betont dabei gelegentlich, daß die Türken Europäer sind und der weißen Rasse angehören, im Gegensatz zu den Japanern, die Asiaten sind und zur gelben Rasse rechnen. In Heft 10 schließt dann der Artikel mit einer ebenso weitläufigen Betrachtung über das Wort „Nation“, seine Ableitung und sprachlich-politische Bedeutung unter der Überschrift „eine sprachliche Untersuchung und ein geistiger Irrtum.“ An Dsch. Nûris Artikel in Heft 9 schließt sich noch ein A. S. gezeichneter über „das wissenschaftliche Niveau in Deutschland“, worin der unbekannte Verfasser vor allem Deutschlands Erfindungskraft hervorhebt und eine längere Stelle aus der französischen Zeitung „Journal“ übersetzt, die zeigt, daß sich diese Tatsache auch langsam in Frankreich Bahn zu brechen beginnt, wenngleich

es sich das französische Blatt nicht versagen kann, dabei „das Gift seines Neides und Ärgers auszuspritzen“, wie der türkische Verfasser treffend bemerkt.

Ein weiterer langer Artikel von Gen.-Leutn. a. D. Enver Pascha handelt über den „Ursprung der Türken“, doch scheint es sich dabei weniger um eigne Forschungen des Verfassers zu handeln, als vielmehr um Lese-früchte aus französischen Werken, so der von ihm selbst mehrfach erwähnten allgemeinen Geographie von Reclaud und der Histoire populaire de la France. Letztere

behandelt an einer Stelle den Ursprung der Franzosen, auf den der Verfasser vergleichsweise hinweist, und damit vielleicht bei manchen türkischen Lesern mehr Interesse für die eigene Geschichte erweckt. Sprachliche Studien über Oxus, Öküz und oghuz, Ochs und ox sind nicht ernst zu nehmen.

Stark vom Französischen abhängig ist der Artikel Ahmed Sâky Bejs über „die französische Revolution und den geistigen Wandel Frankreichs“, nach dem Werke Le Bons; er zeigt bedauerlicherweise auch wieder, daß die europäische Wissenschaft immer nur durch französische Werke den Türken bekannt wird. Am Schlusse desselben Heftes 8 steht eine gleichfalls lange Abhandlung über „wöchentliche Kriegsgeschichte und Politik“, die, wie die Fortsetzungen im 9. und 10. Heft schon vor Monaten geschrieben sind, und keinen augenblicklichen Wert mehr besitzen.

Zum erstenmal, wie die Schriftleitung bemerkt, bringt Heft 9 einiges aus der Geschichte des Ackerbaues in der Türkei in dem Artikel „Unsere nationale Blume von Dschewâd Rûschdi“. Er spricht von der Vorliebe der Menschen für Blumen und zitiert Stellen aus der Literatur zum Lobpreis der Blumen. Als Nationalblume bezeichnet er die Narzisse und erinnert dabei an die bekannte griechische Sage.

Im gleichen Heft folgt dann eine aus dem Französischen übersetzte, sehr hübsche Skizze „Die Frau im Kriege“ von Marcella Tinère (?), über ihr Leiden und Dulden und hingebende Arbeit.

Über Dsch. Nûris „Gedankenreihen“ gehen wir hinweg und verweisen noch kurz auf den im 10. Heft stehenden Artikel Sâmy-zâde Serjâ Bejs über „Japans Wünsche nach Isolierung“, d. h. des Sich-selbst-wiederfindens und des Verlangens trotz aller aus Europa und vor allem auch aus Deutschland übernommenen (und nachgemachten) Kulturerrungenschaften mehr dem eigenen Volkstum und der bodenständigen Kultur zu leben, woran der Verfasser eine sehr beherzigenswerte Mahnung für seine Leser und seine türkische Heimat knüpft.

Ahmed Sâky Bej bringt im 10. Heft einen weiteren Artikel, diesmal über „die Immoralität in der Politik und die Monroedoktrin“ — eine anscheinend gewollt sarkastische Gegenüberstellung. Er schöpft für das Sachliche aus dem Werke Henry Marshalls von der Universität Budapest. Er bespricht das politische Testament Washingtons, die Entstehung der Monroedoktrin, desselben Präsidenten, der die von Washington festgelegte Politik 25 Jahre später mit derselben Kraft und Wirkung vertreten hat, und über das Werden des großen Staatengebildes der U. S. A., und schließt mit der bekannten Frage, ob auch die europäischen Staaten eines Tages zu einer solchen Staatenvereinigung werden kommen. Der Verfasser bezweifelt das, da es England und Amerika gelungen sei, dieser befürchteten Vereinigung durch „das Gift des Hasses“, das sie austreuten, einen festen Riegel vorzuschieben.

Aus dem Gebiete der schönen Literatur sind in jedem der drei Hefte einige kleine Gedichte angeführt. So in Heft 8 ein zierliches Gedichtchen von Suleiman Nesib, Pseudonym für Sâmîy Bej — der große Sâmîy, wie er auf Befehl Abdul-Medschids genannt wurde — ein paar Verse, die er einst improvisiert und einer kleinen Prinzessin gewidmet hatte. Dsch. Nûri bemerkte dazu einiges kurz zur Entstehung. In einem auch an Dsch. Nûri gerichteten „Brief und Gasel“ ergeht sich ein sonst nicht näher bekannter Dichter in einem Hymnus auf die Flieger. Ein weiteres Gedicht desselben Heftes von Rif'at Sâmîh Bej ist ein Nachruf für Tamburî Dschemil.

Das nächste Heft enthält nur zwei, aber etwas wertvollere Gedichte „Der Morgenstern“ von Husein Dânisich und „Die Gazelle“ von Tahsin Nâhid. H. Dânisich ist hauptsächlich durch seine philologischen und literar-historischen Arbeiten und als guter Kenner des Persischen bekannt. Seine Sprache ist immer gesucht, stark mit arabischen und persischen Wörtern durchsetzt, und das allein macht keinen Dichter. Immerhin ist das Gedichtchen ganz gefällig. T. N., als Dichter und als Dramatiker bekannt, schließt sich mit einem Scharky an, wenige, aber hübsche Verschen einer verstorbenen Liebe. Im 10. Heft folgt dann ein siebenstrophisches Liebesgedicht in Gaselform von Fâik Ali, dem Verfasser der „Vaterländischen Klänge“, unter denen sich auch ein Gedicht an Hindenburg findet. Die „Verse des Diabekirli“, auch hier wieder sehr fein, seufzen Liebeskummer.

Auf den roten Umschlägen stehen auch ein paar weniger wichtige Dinge. Hervorzuheben wäre vielleicht nur das „Kriegsziel im Schützengraben“ (Heft 9), wo ein junger Krieger, ein Bücherwurm (sahhâf baschy), nachdem eine Reihe anderer Soldaten je nach ihrem Beruf erklärt haben, wofür sie kämpfen (für die Fahne, die Freiheit, die Herde usw.), schließlich gefragt, stolz ausrief: „Ich? Ich kämpfe für Nef'i und Fuzûli!“

C. Frank.

L.H. 1

Signatur: A 43 m 36

Datum: 12 Juni 1918

L'Echo de Bulgarie (Sofia)

Nr. 1412

La censure en Turquie

Le directeur intérimaire de la presse turque Aziz bey, réunissant les principaux rédacteurs des journaux de Constantinople a annoncé la suppression de la censure politique des journaux. Seule la censure militaire sera maintenue.

Commentant cette mesure, le „Tahine“ dit: Le gouvernement la projetait longtemps car la censure reconnue, nécessaire au commencement de la guerre notamment lors de la défense des Dardanelles, était devenue maintenant inutile sinon nuisible. Il avait donné dernièrement aux censeurs l'instruction d'être larges. La censure n'existait plus que de nom. Par cette suppression le gouvernement témoigne d'abord une pleine confiance en ses actes, autrement il n'aurait eu le courage de lever cette mesure restrictive existant actuellement même en France.

Vossische Zeitung

Nr. 308

Die Aufhebung der politischen Zensur in der Türkei.

Die türkische Regierung hat, wie schon mitgeteilt, nach langem Zögern nun endgültig beschlossen, die politische Zensur aufzuheben. In diesem Schritt schreibt die osmanische Zeitung „Tanin“:

„Der stellvertretende Direktor der Presse, Nisli Bey, berief die führenden Journalisten Konstantinopels zu sich und unterhielt sich mit ihnen über eine wichtige Frage. Die Journalisten verließen das Zimmer des Pressedirektors höchst zufrieden; die Regierung hat nämlich nach längeren Versuchen die Aufhebung der politischen Zensur beschlossen. Sie hatte aber schon vorher ihre Beamten angewiesen, sehr liberal zu Werke zu gehen und sich es reichlich zu überlegen, bevor sie auch nur ein Wort streichen. Daher bestand seit einiger Zeit die politische Zensur nur dem Namen nach. Jeden Abend kamen die Drucksachen, die zum Zensor gingen, ohne Streichung zurück. Es war daher auch die Zeit gekommen, um die Zensur auch dem Namen nach zu beseitigen.“

Dieser Entschluß der Regierung ist angesichts der Fortdauer des Krieges nicht ohne Bedeutung. Sie beweist dadurch ihr Selbstvertrauen und ihre Zuversicht zur eigenen Wirksamkeit, und zweitens Vertrauen zur osmanischen Presse, die in den Kriegsjahren gezeigt hat, daß sie dieses Vertrauen auch wirklich verdient. Denn es kam öfter vor, daß der Zensor das Gute streich und das Ueberflüssige oder gar Schlechte stehen ließ. Hätte die Presse damals nicht an das allgemeine Staatsinteresse gedacht, hätte sie hinter dem Rücken des Zensors heimlich wirken können. Die Presse kannte aber ihre Pflicht und verfuhr dementsprechend. Wenn sie der Zensur wegen der Regierung zürnte, so ging das aus der Ueberzeugung hervor, daß sie wegen der überflüssigen Einschränkungen ihrer Pflicht, die Interessen der Nation zu verteidigen, nicht genügen konnte. Als die Regierung die Berechtigung dieses „heiligen Zornes“ eingesehen hatte, beschloß sie sofort, die politische Zensur zu beseitigen. Und diesen Beschluß hat sie ausgeführt. Die Presse spendet ihr zu allererst Beifall.“

Die türkische Presse und Deutschland.

Von Dschemal Nuri Bey, Herausgeber der Stambuler
Zeitung „Nati“.

Während fast alle türkischen Blätter sich nicht genug durch Vorwürfe gegen Deutschland auszeichnen können und dabei auch sehr scharf gegen das Komitee „Einheit und Fortschritt“ eifern, bildet der von dem bekannten Schriftsteller Dschemal Nuri Bey geleitete „Nati“ eine doppelt rühmliche Ausnahme. Doppelt deshalb, weil Dschemal Nuri Bey von jeher ein Gegner des Komitees war und es immer verschmäht hatte, sich von dieser politischen Organisation oder gar von einer der verbündeten diplomatischen Missionen in Konstantinopel finanziell oder auf andere Weise unterstützen zu lassen. Zugleich treffend und wichtig schreibt Dschemal Nuri Bey in der Hauptsache folgendes über den in der türkischen Presse eingetretenen Umschwung über die deutsch-türkische Politik:

„1. Akt: Jedermann ist ein Sklave, Anhänger und Parteigänger des Komitees. Selbst der verstorbene Sultan Abdul Hamid bezeichnete sich als Haupt des Komitees und knüpfte ein rotes Band ins Knopfloch... Die ganze Presse ist ohne Ausnahme und bedingungslos deutschfeindlich. Es lebe der Vierbund! Es lebe Deutschland! Nieder mit den Russen! Nieder mit den Engländern! 2. Akt: Das Komitee macht Bankrott. Alles Uebel im Lande kommt von dem verruchten Komitee. Versucht sei die Partei „Einheit und Fortschritt“! Die Deutschen sind elende Wichte, man muß sie aus dem Lande her austreiben! Es lebe England! Nieder mit Deutschland!“

Da ich weder Anhänger des Komitees, noch ein Anhänger Deutschlands bin, und auch nicht zu denen gehöre, die den unnatürlichen Niedergang beider wünschen, halte ich mich für befugt, über dieses Reich und über dieses Komitee einiges zu sagen: Wenn der deutsche Frieden sich noch lange hinausögert und ein Eindringen der Feinde nach Konstantinopel gewiß oder wahrscheinlich wird, so ist der gemeinsame Frieden unmöglich, dann wird es einen Sonderfrieden geben. Wenn der deutsche Frieden sich nicht mehr lange hinausögert und ein Eindringen der Feinde nach Konstantinopel in der Zwischenzeit nicht möglich ist, dann werden wir aus den Grundlagen des allgemeinen Friedens Nutzen ziehen. Ein Sonderfrieden wäre dann ein Fehler, wir treten mit den Verbündeten gemeinsam in den Frieden ein. Eine dieser beiden Möglichkeiten zu wählen, ist das Recht des Kabinetts. Das Kabinett nimmt der Nation, der Kammer, dem Senat, der Geschichte und dem Sultan gegenüber die Verantwortung auf sich und tut, was es für richtig hält.

Aber jetzt, in diesem Augenblick die ganze Vergangenheit zu vergessen und gegen Deutschland und das Komitee Sturm zu laufen ist Schwäche und Gemeinheit und würdelos.

Deutschland wird besiegt. Aber im Kampf gegen wen? Im Kampf gegen den Bund des ganzen Erdballs... Keine Großmacht konnte Deutschland niederzwingen, keine Allianz konnte es besiegen. Erst nach 50 Monaten gelang es

dem Bund der ganzen Welt, es bis zu einem gewissen Grade zurückzudrängen. Das bedeutet, daß Deutschland die stärkste aller Nationen auf der Welt ist. Wir können uns von Deutschland trennen, wenn es nötig ist, einen Sonderfrieden zu schließen. Dagegen noch weiter gehen: Vielleicht können wir auch Gegner Deutschlands werden, aber es verachten? Nein, für einen Türken ziemt sich das nicht!

Deutschland hat uns in den letzten Tagen nicht gut behandelt. Sich mit den Bolschewikis zu versöhnen und mit ihnen gegen unser Bündnis zu streben, war keine gute Politik. Das manchmal grobe Benehmen der Deutschen usw. sind auch keine schönen Eigenschaften, aber trotzdem ist Deutschland in der Reihe der Völker keine Quantität, die man vernachlässigen könnte. Die Deutschen bilden eines der größten Völker. In der künftigen Welt kann Deutschland wieder eine große Rolle spielen. Wenn England uns zu sehr zusetzt, können wir uns wieder wie sonst nach Berlin wenden; deswegen ist es ein großer Fehler, die Waffenbrüderschaft von vier Jahren zu vergessen und, einer Philosophie für 30 Para, einer vergänglichen Mode folgend, die Deutschfeindschaft zu verkünden. Na, wenn Deutschland noch weiter ausgehalten hätte, ... dann würden wir ein anderes Lied singen.

Wir wollen die deutsche Politik, die deutsche Kriegsführung wohl kritisieren, niemand soll uns die Freiheit unseres Urteils rauben, aber nun dieses Volk in Grund und Boden verdammen, das wollen wir nicht. Vergessen wir nicht, daß Deutschland auf technischem Gebiet eines der am weitesten fortgeschrittenen Länder ist, und wenn wir uns nun der Entente beugen, so ist das eine einfache Uebergabe. Aber noch heute bilden die Meerengen eine so starke Waffe, daß, so lange sie in unseren Händen sind, England zu reiflicher Ueberlegung gezwungen wird.

Und wie steht es mit der Partei „Einheit und Fortschritt“? Wenn das Komitee, von dem Ihr seinerzeit Euer Geld bekamt, noch heute in seiner alten Macht bestände, wenn Deutschland noch immer im alten Glanze bestände, was dann? Würden wir dann auch dieselben Vorwürfe gegen das Komitee erheben?“